

nos besoins sociaux, sans se soucier de créer de nouvelles richesses qui relèveraient la qualité de la vie à la fois individuelle et nationale.

Mon expérience de la vie parlementaire m'a permis de comprendre combien peu il importait qu'on soit libéral, néo-démocrate ou conservateur quand il s'agit de cerner un problème national. Tous les députés tendent à voir le problème en même temps, quelle que soit leur allégeance politique. Si nous constatons que les autochtones manquent de logements adéquats, je suis convaincu que nonobstant notre couleur politique, ce problème nous saute aux yeux. Ce qui distingue les partis politiques est la façon dont ils abordent la solution des différents problèmes. Nous avons remarqué que la tradition chez les libéraux veut qu'au lieu de permettre au pays de s'épanouir en fonction de ses possibilités, on préfère maintenir un gouvernement central fort qui, en premier lieu, contrôle et, en deuxième lieu, est convaincu que le pays s'est développé au maximum et qu'il ne lui reste plus qu'à emprunter à l'étranger et à dépendre de plus en plus des déficits ainsi créés.

Nous dépensons maintenant 15 milliards par an de plus que le montant des impôts perçus par le gouvernement. Tout citoyen au courant de la situation dira aussitôt, j'en suis persuadé, que nous ne pouvons pas tolérer ce genre de situation ni permettre qu'elle s'aggrave d'année en année, car les Canadiens savent très bien que vous ne pouvez pas exploiter une ferme, l'épicerie du coin ou encore Stelco, Chrysler ou une autre grosse société, sans un certain équilibre entre ce que vous gagnez et ce que vous dépensez. Pourtant, telle est la situation que nous avons depuis 1968 lorsque le député s'est présenté aux foules comme le Sauveur. Le public canadien a cru qu'il lui apporterait la bonne nouvelle. Il s'est sans doute inspiré de la nouvelle doctrine économique de l'époque souvent baptisée...

Une voix: Keynes.

M. Malone: Oui, la théorie Keynésienne. Je l'avais sur le bout de la langue, mais je n'ai pas la langue aussi bien pendue que certaines personnes. Néanmoins, la théorie Keynésienne part plus ou moins du principe que si vous économisez constamment de l'argent, le système ne peut pas se développer. Le principe de Keynes c'est que si le gouvernement dépense cet argent pour vous, le secteur privé n'a pas besoin de le faire. Je crois que cette théorie a été reléguée aux oubliettes et que le premier ministre (M. Trudeau) et tous les gens du parti libéral devraient subir le même sort.

Des voix: Bravo!

M. Malone: Ils s'imaginent qu'ils peuvent imposer les gens, prendre leur argent, le dépenser à leur guise puis, quand il n'en reste plus, emprunter et s'endetter davantage. Il serait souhaitable, je pense, que les Canadiens connaissent l'importance de la dette, car une dette doit être remboursée, et le gouvernement actuel doit près de \$3,000 par habitant, ce qui comprend les hommes, les femmes et les enfants. Si nous prenons l'exem-

Pouvoir d'emprunt—Loi

ple d'une famille de quatre personnes, au bout de trois ans, le gouvernement fédéral du Canada aura endetté cette famille de \$20,000 et cette dette deviendra pour les enfants de demain un véritable boulet à traîner.

C'est une chose de dire que nous avons besoin de certaines politiques sociales et que, partant, nous allons les appuyer parce que nous avons le cœur tendre et que nous nous apitoyons sur le sort des Canadiens. C'est une toute autre chose de dire que nous avons tous une conscience sociale ici à la Chambre. Il n'est pas nécessaire d'être socialiste pour avoir une conscience sociale. Il est certain que pour assurer le bien commun du pays, il ne suffit pas de retourner au râtelier international et de dire: «Remplissez-le», surtout au Canada où nous avons toutes les ressources nécessaires pour faire prospérer le pays et accéder au niveau de vie que nous voulons tous.

Je voudrais faire une courte digression pour dire que les Canadiens peuvent certainement y réussir, car si un pays comme le Japon, dont la population de 110 millions d'habitants et qui n'a pour seule ressource que poisson et étain, réussit à avoir un chômage zéro et l'un des niveaux économiques les plus élevés du monde, pourquoi notre pays, avec toutes ses ressources et les avantages de l'instruction, d'un régime démocratique et d'un système judiciaire, n'y arriverait-il pas?

Une voix: Nous avons un gouvernement libéral.

M. Malone: Ma foi, mon collègue dit que nous avons un gouvernement libéral. Il est incroyablement libéral quand il va au râtelier international. Je suis ici, comme je le disais, depuis six ans. Tout ce que je sais c'est qu'en jetant un coup d'œil sur cette décennie, on voit qu'en 1970-1971, le gouvernement fédéral a demandé au Parlement le pouvoir d'emprunter quel-que 3 milliards de dollars. Il a ensuite demandé le pouvoir d'emprunter 3 milliards de dollars de plus. En 1972-1973, il voulait encore 3 milliards de dollars et en 1974, il a redemandé 3 milliards de dollars. Remarquez que pendant les quatre premières années de cette décennie, les libéraux avaient besoin de 3 milliards de dollars à chaque fois. Par la suite, en 1974, ils ont demandé 5 milliards et demi de dollars, ensuite 6 milliards en 1975-1976. En 1977, ils avaient besoin de 6 milliards de dollars de plus. Ensuite au cours de cette grande année 1977-1978, ils ont demandé 28 milliards de dollars. Ils disent que ce bill demande un pouvoir d'emprunt pour 1980-1981. Ils demandent maintenant 12 milliards de dollars. Rien ne garantit que ce soit la dernière fois qu'ils feront une telle demande au Parlement. D'après l'expérience passée, ils reviendront au râtelier disant qu'il leur faut encore plus d'argent. La chose la plus simple que les Canadiens puissent demander au gouvernement et que le Parlement puisse en attendre, c'est qu'on ne lui accorde pas d'argent ni pouvoir d'emprunt à moins qu'il ne soit prêt à rendre compte de l'usage qu'il en fait.

Des voix: Bravo!